



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.892/2/V
du 22 août 2018

advies 63.892/2/V
van 22 augustus 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'établissant la composition et le
fonctionnement de la
commission d'agrément et de
la contribution aux frais'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
samenstelling en de werking
van de aanvaardingscommissie
en van de bijdrage in de
kosten'

Le 11 juillet 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 27 août 2018, sur un projet d'arrêté royal 'établissant la composition et le fonctionnement de la commission d'agrément et de la contribution aux frais'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 22 août 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 août 2018.

*

Op 11 juli 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 27 augustus 2018 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de aanvaardingscommissie en van de bijdrage in de kosten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 22 augustus 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 augustus 2018.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

S'il est vrai que la « commission d'agrément » prévue par l'article 991^{ter} du Code judiciaire et l'article 20 de la loi du 10 avril 2014 'modifiant certaines dispositions en vue d'établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés' n'est pas autrement dénommée par ces dispositions, il n'en reste pas moins, compte tenu de la diversité des « commissions d'agrément » au sein de l'ordre juridique, qu'il serait opportun de clarifier l'intitulé de l'arrêté en projet en insérant les mots « compétente pour les experts judiciaires, les traducteurs, les interprètes et les traducteurs-interprètes jurés » entre les mots « commission d'agrément » et les mots « et [...] la contribution ».

PRÉAMBULE

Les trois premiers alinéas seront mieux rédigés comme suit :

« Vu le Code judiciaire, articles 991^{ter}, alinéa 6, et 991^{sexies}, alinéa 4, insérés par les lois des 10 avril 2014 et 19 avril 2017 ;

Vu la loi du 10 avril 2014 modifiant diverses dispositions en vue d'établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés, articles 20, alinéa 6, et 23, alinéa 4, insérés par la loi du 19 avril 2017 ;

Vu l'avis n° 63.892/2 du Conseil d'État, donné le 22 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

L'alinéa 3 doit toutefois figurer après le visa de l'accord (et non de l'avis) de la Ministre du Budget du 29 juin 2018.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Les définitions des 3^o – « traducteur ou interprète » – et 4^o – « expert » – doivent être omises car elles restreignent le sens des notions légales de traducteur, interprète, traducteur-interprète juré et d'expert aux seules personnes autorisées à porter le titre de traducteur, interprète ou traducteur-interprète juré et habilitées à effectuer les missions de traduction ou d'interprétation qui leur sont confiées en vertu de la loi parce qu'elles ont été inscrites au registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés ou le titre d'expert judiciaire pouvant seules accepter et accomplir des missions en tant qu'expert judiciaire parce qu'elles ont été inscrites au registre national des experts.

L'article 991*decies*, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire et l'article 27, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 avril 2014 font en effet aussi usage de ces mêmes termes, s'agissant respectivement d'« expert qui n'est pas inscrit au registre national des experts judiciaires » et de « traducteur, interprète ou traducteur-interprète qui n'est pas inscrit au registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-[interprètes] jurés ».

Les deux définitions précitées sont du reste également trop restrictives en tout cas au regard de l'article 4 du projet, qui vise, sous ces termes, les candidats à l'inscription dans l'un des deux registres nationaux, qui n'y sont donc pas encore inscrits¹.

Article 4

Les dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, sont applicables aux commissions d'agrément, qui constituent des services, au sens de l'article 1^{er} de ces lois, dont l'activité s'étend à tout le pays.

Par conséquent, ces commissions doivent, conformément à l'article 41 de ces lois, utiliser dans leurs rapports avec les particuliers celle des trois langues dont ces particuliers ont fait usage.

Le projet ne peut régler ces matières ou *a fortiori* déroger à ces dispositions.

Les alinéas 5 et 6 seront par conséquent omis.

Compte tenu de cette observation, les alinéas 2 et 3 seront revus de manière à faire dépendre la compétence de l'une ou de l'autre chambre en fonction de la langue utilisée dans la demande.

¹ Voir dans le même sens également, l'article 991*sexies*, alinéa 4, du Code judiciaire et l'article 23, alinéa 4, de la loi du 10 avril 2014.

Article 5

La subdivision de l'article 5 en alinéas et la méthode adoptée pour énoncer l'énumération des catégories des membres permanents et du membre non permanent manquent de clarté et pourraient donner lieu à des difficultés, en cas de modification ultérieure du texte, pour identifier les parties à modifier.

Chaque alinéa doit comporter une ou plusieurs phrases, éventuellement structurées par une énumération, laquelle doit alors comporter des subdivisions de premier niveau en 1°, 2°, 3°, etc. et des subdivisions de deuxième niveau en a), b), c), etc.

En l'espèce, la partie du texte, au début de l'article 5, commençant par les mots « Chaque chambre » et se terminant par les mots « non permanent », ne forme en réalité qu'un alinéa, limité à une seule phrase, laquelle contient une première énumération, qui doit être annoncée par les signes « 1° » et « 2° » avant respectivement les mots « quatre membres » et « un membre », tandis que le 1° devra lui-même être divisé en quatre lettres, a), b), c) et d), correspondant aux actuels quatre tirets sous les mots « quatre membres permanents et suppléants : »².

L'article 5 sera ainsi divisé en cinq alinéas clairement identifiés et structurés.

Article 6

Il va de soi que l'article 6 ne peut être mis en œuvre que dans le respect des articles 293 et suivants du Code judiciaire.

Article 7

1. Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 1^{er}.
2. La section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier de ne mentionner à l'alinéa 4 que l'article 991^{quater}, 4°, du Code judiciaire, à l'exclusion de la disposition similaire de l'article 21, 4°, de la loi du 10 avril 2014.
3. À l'alinéa 2, il y a lieu de rétablir la concordance entre les deux versions linguistiques, la version néerlandaise utilisant la notion de « deskundige » alors que la version française fait état d'« expert judiciaire ».

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 57.2 et 58.

4. La question se pose de savoir s'il n'est pas suffisant, dans la première phrase de l'alinéa 2, de se référer aux « personnes choisies en raison d'une expertise spécifique », la référence aux « liste[s] d'expert ou d'anciens experts régulièrement établie[s] par les cours et tribunaux » paraissant peu pertinente au regard de l'objectif poursuivi par la loi du 10 avril 2014 tendant notamment à organiser un agrément des experts judiciaires.

Article 8

1. Dès lors que le projet n'institue que deux chambres et donc que deux présidents de chambres, il y a lieu d'organiser la désignation du président de la commission d'agrément lorsque les deux présidents de chambre ne sont pas d'accord pour la désignation de celui d'entre eux qui assumera la fonction de président de la commission.

2. La section de législation n'aperçoit pas comment le président de la commission d'agrément peut seul « régler » « les problèmes éventuels [...] de jurisprudence » – il s'agit probablement des divergences de jurisprudence – entre les deux chambres de la commission d'agrément.

Seules les chambres elles-mêmes, après, le cas échéant, une concertation que peut organiser le président, peuvent rétablir l'unité de la jurisprudence.

Une autre formule pourrait consister à prévoir la tenue des chambres réunies, prévues par l'article 14, en cas de divergence de jurisprudence.

Article 12

Dans la version néerlandaise du projet sont utilisés alternativement les termes « opname » et « inschrijving » pour le terme français « inscription ». Il paraît souhaitable, dans un souci d'uniformité de la terminologie et dans un souci de clarté, d'utiliser toujours le même terme.

Cette observation vaut pour tout le projet.

Article 13

La section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier de ne mentionner que l'article 991septies, § 1^{er}, du Code judiciaire, à l'exclusion de l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 10 avril 2014, puisqu'ils exigent tous deux dans les mêmes termes que la personne faisant l'objet d'une procédure disciplinaire ait au moins la possibilité effective de faire valoir utilement ses moyens de défense, conformément du reste au principe général de droit *audi alteram partem*.

Article 18

1. L'alinéa 1^{er} prévoit que la contribution « aux frais d'inscription et de réinscription au registre national des experts judiciaires et au registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés [...] doit être payée après l'acceptation de la demande » d'inscription ou de réinscription.

Suivant le commentaire de cette disposition dans le rapport au Roi joint au projet,

« La contribution est uniquement due lors de l'inscription définitive au registre et de la réinscription après six ans ».

Toutefois, tant l'article 991sexies, alinéa 4, du Code judiciaire que l'article 23, alinéa 4, de la loi du 10 avril 2014 prévoient que les candidats paient une contribution aux frais lors de leur « demande d'inscription au registre » plutôt que dans les seuls cas où ils sont en définitive admis à y être inscrits ou réinscrits. La disposition reproduite ci-avant n'exécute dès lors pas fidèlement les habilitations légales qui en constituent les fondements juridiques.

Le commentaire de ces habilitations légales dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 19 avril 2017 'modifiant le Code d'instruction criminelle, le Code judiciaire et la loi du 10 avril 2014 modifiant diverses dispositions en vue d'établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés' énonce au demeurant ce qui suit :

« Vu l'ampleur du registre et son intérêt pour les experts judiciaires qui y sont inscrits, il est justifié de demander une contribution. D'une part, une intervention est demandée lors de la demande d'inscription afin de couvrir les frais d'enquête, du coût de production de la carte de légitimation et les frais de maintenance du registre national. L'importance de la contribution dépend des frais réels, mais ne peut pas entraver l'accès au registre. [...]

Vu l'ampleur du registre et son intérêt pour les interprètes, traducteurs et traducteurs-interprètes qui y sont inscrits, il est justifié de demander une contribution. Une intervention est demandée lors de la demande d'inscription afin de couvrir les frais d'enquête, de la carte de légitimation et les frais de maintenance du registre national. L'importance de la contribution dépend des frais réels, mais ne peut pas entraver l'accès au registre »³.

2. L'alinéa 2 prévoit que la contribution dont le montant initial est déterminé à l'alinéa 1^{er} – nonante euros – « est adaptée annuellement au taux de croissance de l'indice-santé moyen de l'année ».

Il ne suffit pas de prévoir la périodicité de l'indexation – « annuellement ». Encore faut-il préciser à quel moment elle devra intervenir, en tenant compte de celui où l'indice à l'évolution duquel le montant précité est lié sera publié, donc disponible. Il y a plus particulièrement lieu de déterminer à quel moment elle devra être appliquée pour la première fois.

L'indice santé est calculé à l'issue de chaque mois puis publié.

³ *Doc. parl.*, Chambre, n° 54-2221/001, pp. 14 à 20.

La formule d'indexation sommaire de l'alinéa 2 fait intervenir le taux de croissance de l'indice « moyen de l'année », mais de quelle année ? Il doit s'agir d'une année précédant le moment où doit intervenir l'indexation, mais s'agit-il de l'année calendaire précédente ou d'une autre période de douze mois ?

Il convient aussi de préciser l'indice mensuel auquel le montant de nonante euros est rattaché et l'année de base 100 auquel il se réfère – actuellement 2013 = 100 –, ainsi que la méthode d'arrondissement.

3. Dans la version néerlandaise du projet, si le terme « opname » est maintenu dans l'intitulé du chapitre 6, on écrira « Bijdrage in de kosten van de opname in het register ». Sinon, on écrira tout simplement « Bijdrage in de inschrijvingskosten ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

Hoewel de “aanvaardingscommissie” zoals bedoeld in artikel 991*ter* van het Gerechtelijk Wetboek en in artikel 20 van de wet van 10 april 2014 ‘tot wijziging van verschillende bepalingen met het oog op de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en tot oprichting van een nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken’ niet anderszins benoemd wordt in die bepalingen zou het, gelet op de verschillende soorten “aanvaardingscommissies” die binnen de rechtsorde bestaan, toch aanbeveling verdienen het opschrift van het ontworpen besluit te verduidelijken door de woorden “bevoegd voor gerechtsdeskundigen en voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken” in te voegen tussen de woorden “aanvaardingscommissie” en de woorden “en van de bijdrage”.

AANHEF

De eerste drie leden kunnen beter als volgt gesteld worden:

“Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikelen 991*ter*, zesde lid, en 991*sexies*, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014 en de wet van 19 april 2017;

Gelet op de wet van 10 april 2014 tot wijziging van verschillende bepalingen met het oog op de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en tot oprichting van een nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken, artikel 20, zesde lid, en 23, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 19 april 2017;

Gelet op advies 63.892/2 van de Raad van State, gegeven op 22 augustus 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

Het derde lid moet echter komen na het lid waarin verwezen wordt naar de akkoordbevinding (en niet het advies) van de minister van Begroting van 29 juni 2018.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De definities in punt 3^o – “vertaler of tolk” – en punt 4^o – “deskundige” – moeten weggelaten worden want ze beperken de betekenis van de wettelijke begrippen beëdigd vertaler, tolk en vertaler-tolk enerzijds en deskundige anderzijds respectievelijk tot enkel de personen die de titel mogen voeren van beëdigd vertaler, tolk of vertaler-tolk en gemachtigd zijn om de vertaal- en tolkopdrachten uit te voeren die hun krachtens de wet worden toevertrouwd, omdat ze ingeschreven zijn in het nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken, en tot enkel de personen die de titel van gerechtsdeskundige mogen voeren, die als enigen opdrachten van gerechtsdeskundige mogen aanvaarden en volbrengen, omdat ze ingeschreven zijn in het nationaal register voor gerechtsdeskundigen.

In artikel 991^{decies}, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek en in artikel 27, eerste lid, van de wet van 10 april 2014 worden immers dezelfde bewoordingen gebruikt waar het respectievelijk gaat om “een deskundige (...) die niet in het nationaal register van gerechtsdeskundigen is opgenomen” en “een vertaler, tolk of vertaler-tolk (...) die niet in het nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken is opgenomen”.

De twee voornoemde definities zijn overigens in ieder geval ook te restrictief ten aanzien van artikel 4 van het ontwerp, waarin met die bewoordingen ook de kandidaten voor de inschrijving in één van beide nationale registers bedoeld worden, die dus nog niet in één van die registers zijn ingeschreven.¹

Artikel 4

De bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, zijn van toepassing op de aanvaardingscommissies, die diensten vormen in de zin van artikel 1 van die wetten, waarvan “de werkkring het ganse land bestrijkt”.

Bijgevolg moeten die commissies, overeenkomstig artikel 41 van die wetten, voor hun betrekkingen met particulieren gebruik maken van die van de drie talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend.

Die aangelegenheden kunnen niet bij het ontwerp worden geregeld en het ontwerp mag *a fortiori* niet afwijken van die bepalingen.

Het vijfde en het zesde lid moeten bijgevolg weggelaten worden.

Gelet op deze opmerking moeten het tweede en het derde lid aldus herzien worden dat erin in voorzien wordt dat de bevoegdheid van de ene dan wel de andere kamer bepaald wordt door de taal die in de aanvraag is gebruikt.

¹ Zie eveneens in dezelfde zin artikel 991^{sexies}, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 23, vierde lid, van de wet van 10 april 2014.

Artikel 5

De onderverdeling van artikel 5 in leden alsook de opsomming van de categorieën permanente leden en de categorie niet-permanent lid zijn onduidelijk en zouden, in geval van een latere wijziging van de tekst, moeilijkheden kunnen opleveren bij het aanduiden van de delen die gewijzigd moeten worden.

Elk lid moet één of meerdere zinnen bevatten, eventueel in de vorm van een opsomming, in welke opsomming dan de onderverdelingen van een eerste niveau genummerd moeten worden met 1°, 2°, 3° enzovoort, en de onderverdelingen van een tweede niveau met a), b), c), enzovoort.

In casu vormt het deel van de tekst in het begin van artikel 5 dat begint met de woorden “Elke kamer” en eindigt met de woorden “niet-permanent lid” in werkelijkheid slechts één lid, dat beperkt is tot één zin die een eerste opsomming bevat die aangegeven moet worden met de tekens “1°” en “2°”, respectievelijk vóór de woorden “vier permanente leden” en “een niet-permanent lid”, terwijl de bepaling onder 1° op haar beurt onderverdeeld moet worden in vier punten, namelijk a), b), c) en d), in plaats van de huidige vier streepjes onder de woorden “Vier permanente leden en plaatsvervangers:”.²

Zodoende zal artikel 5 onderverdeeld worden in vijf duidelijk onderscheiden en gestructureerde leden.

Artikel 6

Het spreekt voor zich dat alleen uitvoering gegeven kan worden aan artikel 6 met naleving van de artikelen 293 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 7

1. Verwezen wordt naar de opmerking bij artikel 1.
2. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom in het vierde lid alleen artikel 991*quater*, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek vermeld zou moeten worden en niet de vergelijkbare bepaling van artikel 21, 4°, van de wet van 10 april 2014.
3. Beide taalversies van het tweede lid moeten met elkaar in overeenstemming gebracht worden aangezien in de Nederlandse tekst het begrip “deskundige” en in de Franse tekst het begrip “expert judiciaire” gebruikt wordt.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbevelingen 57.2 en 58.

4. De vraag rijst of het niet volstaat om in de eerste zin van het tweede lid te verwijzen naar de “personen gekozen omwille van hun specifieke expertise”, aangezien de verwijzing naar de “lijst[en] van deskundigen of gewezen deskundigen, regelmatig door de hoven en rechtbanken aangesteld” weinig relevant lijkt in het licht van de doelstelling die nagestreefd wordt bij de wet van 10 april 2014, die er inzonderheid toe strekt te voorzien in een regeling voor de erkenning van gerechtsdeskundigen.

Artikel 8

1. Aangezien bij het ontwerp slechts twee kamers ingesteld worden en er bijgevolg dus ook maar twee kamervoorzitters zijn, dient geregeld te worden hoe de voorzitter van de aanvaardingscommissie wordt aangewezen wanneer de twee kamervoorzitters het niet eens raken over wie van beiden de functie van commissievoorzitter zal waarnemen.

2. De afdeling Wetgeving ziet niet in hoe de voorzitter van de aanvaardingscommissie helemaal alleen “de eventuele (...) jurisprudentieproblemen” – bedoeld wordt wellicht de uiteenlopende jurisprudentie – tussen de twee kamers van de aanvaardingscommissie kan regelen.

Enkel de kamers zelf kunnen, in voorkomend geval na overleg dat door de voorzitter georganiseerd kan worden, de eenheid van de jurisprudentie herstellen.

Een andere formule zou erin kunnen bestaan te voorzien in het houden van verenigde kamers, zoals bedoeld in artikel 14, in geval van uiteenlopende jurisprudentie.

Artikel 12

In de Nederlandse tekst van het ontwerp worden afwisselend de termen “opname” en “inschrijving” gebruikt voor het Franse “inscription”. Ter wille van de eenheid van terminologie en de duidelijkheid, lijkt het wenselijk steeds dezelfde term te gebruiken. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 13

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom alleen artikel 991septies, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek vermeld zou moeten worden, en niet artikel 24, § 1, van de wet van 10 april 2014, aangezien beide bepalingen in dezelfde bewoordingen vereisen dat de persoon tegen wie een tuchtprocedure ingesteld is, minstens de mogelijkheid heeft zijn verweermiddelen ter zake op dienstige wijze te doen gelden, overeenkomstig overigens het algemene rechtsbeginsel *audi alteram partem*.

Artikel 18

1. Het eerste lid bepaalt dat de bijdrage “in de kosten voor de opname en de verlenging van de inschrijving in het nationaal register voor gerechtsdeskundigen en het nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken (...) dient te worden betaald na de goedkeuring van de aanvraag” tot inschrijving of verlenging van de inschrijving.

In de bespreking van die bepaling in het bij het ontwerp gevoegde verslag aan de Koning staat in dat verband:

“De bijdrage is enkel verschuldigd bij de definitieve opname in het register en bij de verlenging van de inschrijving na zes jaar”.

Zowel artikel 991^{sexies}, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek als artikel 23, vierde lid, van de wet van 10 april 2014 bepalen evenwel dat de kandidaten een bijdrage in de kosten betalen bij hun “aanvraag tot inschrijving in het register” in plaats van enkel in de gevallen waarin ze uiteindelijk ingeschreven worden of hun inschrijving uiteindelijk wordt verlengd. Bij de hierboven weergegeven bepaling wordt niet getrouw uitvoering gegeven aan de wettelijke machtigingen die er de rechtsgrond voor vormen.

In de bespreking van die wettelijke machtigingen in de memorie van toelichting bij het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 april 2017 ‘tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering, het Gerechtelijk Wetboek en de wet van 10 april 2014 tot wijziging van verschillende bepalingen met het oog op de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en tot oprichting van een nationaal register van beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken’ staat overigens het volgende:

“Gezien de omvang van het register en het belang voor de gerechtsdeskundigen die erin worden opgenomen, is het verantwoord hiervoor een bijdrage te vragen. Enerzijds wordt een tussenkomst gevraagd bij de aanvraag tot inschrijving om de kosten van het onderzoek, van de aanmaak van de legitimatiekaart en de kosten van het onderhoud van het register te dekken. De omvang van de bijdrage is afhankelijk van de reële kosten, maar mag de toegang tot het register niet bemoeilijken. [...]

Gezien de omvang van het register en het belang voor de tolken, vertalers en vertalers-tolken, die erin worden opgenomen, is het verantwoord hiervoor een bijdrage te vragen. Er wordt een tussenkomst gevraagd bij de aanvraag tot inschrijving om de kosten van het onderzoek, van de legitimatiekaart en van het onderhoud van het register te dekken. De omvang van de bijdrage is afhankelijk van de reële kosten, maar mag de toegang tot het register niet bemoeilijken.”³

2. Het tweede lid bepaalt dat de bijdrage waarvan het bedrag vastgesteld is in het eerste lid – negentig euro – “jaarlijks aangepast [wordt] aan het groeipercentage van de gemiddelde gezondheidsindex van het jaar”.

Het volstaat niet om te voorzien in de periodiciteit van de indexering – “jaarlijks”. Er moet ook gepreciseerd worden op welk moment ze zal plaatsvinden, rekening houdend met het moment waarop de index aan de evolutie waarvan het voornoemde bedrag gekoppeld is,

³ Parl.St. Kamer nr. 54-2221/001, 14 tot 20.

bekendgemaakt zal worden en dus beschikbaar zal zijn. Meer in het bijzonder moet bepaald worden op welk moment de indexering voor het eerst toegepast zal worden.

De gezondheidsindex wordt berekend aan het einde van elke maand en vervolgens bekendgemaakt.

In de summiere indexeringsformule in het tweede lid wordt gerefereerd aan het groeipercentage van de gemiddelde index “van het jaar”, maar welk jaar? Het moet gaan om een jaar dat voorafgaat aan het moment waarop de indexering moet gebeuren, maar gaat het om het vorige kalenderjaar of om een andere periode van twaalf maanden?

Ook dient gepreciseerd te worden wat de maandelijkse index is waaraan het bedrag van negentig euro verbonden is, welk referentiejaar als basis 100 wordt genomen – momenteel is 2013 gelijk aan 100 – en welke afrondingsmethode geldt.

3. Indien in de Nederlandse tekst van het opschrift van hoofdstuk 6 de term “opname” behouden blijft, schrijve men “Bijdrage in de kosten van de opname in het register”. Zo niet, schrijve men gewoon “Bijdrage in de inschrijvingskosten”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT